La Commune

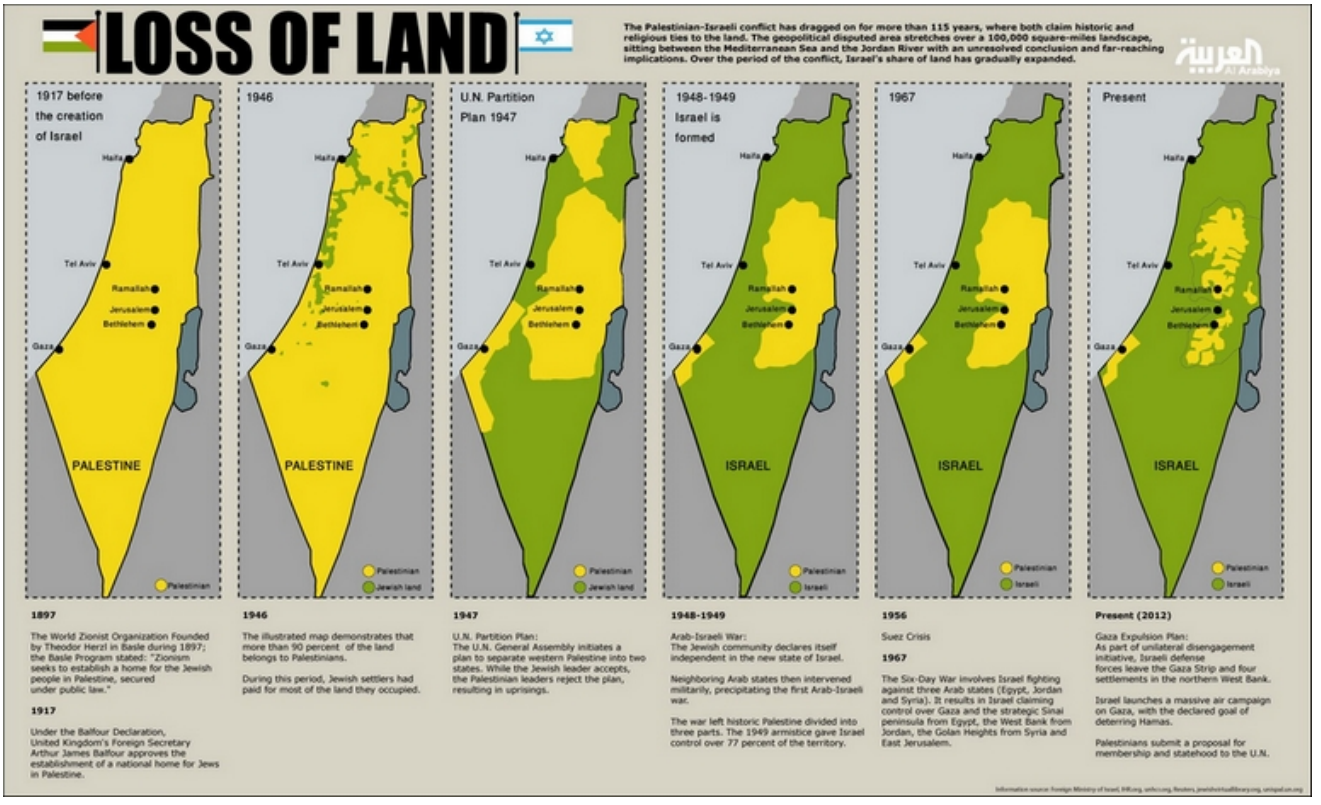
Lettre d'informations de La Commune n° 3

Comité de rédaction

Notre position

Quel Etat pour la Palestine ?

Terre palestinienne 1917 – 2014



A l'heure où nous écrivons, les cessez-le-feu succèdent aux bombardements. Le dernier cessez-le-feu aurait d'ailleurs été rompu, selon l'administration américaine, par la faute aux « exigences maximalistes du Hamas » ! Nous savons tous ce qu'exige le Hamas : la levée du blocus qui asphyxie la bande de Gaza depuis 8 ans. Et les medias français de marteler : le Hamas a rompu le cessez-le-feu. En d'autres termes : l'Etat sioniste a droit de bombarder sans relâche Gaza et de l'assiéger. Les Palestiniens n'ont pas le droit de riposter. Ce qui n'empêche pas ces bonnes âmes de verser des larmes sur le sang qui coule, de susurrer à l'oreille de Netanyahu d'opérer de façon plus « chirurgicale ». Mais comment un boucher pourrait-il s'improviser chirurgien ?
Ainsi donc, Hollande a fini par évoquer des « massacres » en se pinçant le nez, après avoir délivré à l'Etat assassin d'Israël, un nouveau permis de tuer et fait savoir que les ennemis de cet Etat barbare sont ou deviennent antisémites. Hollande a fait emprisonner de jeunes manifestants « pro-palestiniens », après avoir couvert les exactions de la LDJ. Pendant ce temps-là, d'autres bonnes âmes invoquent « une paix juste et durable ». Cette expression –paix juste et durable- a une histoire : c'est au mot près « l'exigence » de la résolution 242 de l'ONU (voir en annexe) de novembre 1967. Ces bonnes âmes, ce sont en particulier, à gauche, le PCF, le PG et le NPA. Ces partis demandent inlassablement le respect de cette résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU et tentent de soumettre les manifestations à ces « objectifs ». A leurs yeux,

prendre position pour la destruction de l'Etat d'Israël est dépassé pour les uns, impensable pour les autres. Le PCF, pour sa part, revendique (comme si d'ailleurs c'était une « revendication » radicale), le retour aux frontières de 1967, celles donc établies par le fer et le feu après la guerre dite des 6 jours. Le PCF accepte et entérine donc chaque annexion réalisée par la force et par les massacres du peuple Palestinien.
Bien entendu, à cette étape, l'unité de mouvement ouvrier peut et doit se réaliser, sans aucun préalable quant à l'avenir de la Palestine, sur les objectifs les plus urgents pour sauver Gaza :

- Arrêt des massacres
- Boycott d'Israël et embargo total sur Israël
- Levée du blocus de Gaza

De ce point de vue, à bien des égards, les mots d'ordre prétendument réalistes de « paix juste et durable » et de « respect des résolutions de l'ONU » sont des éléments de division. Ils ont pour but de tenter de domestiquer la masse des manifestants qui, spontanément, scandent : « Etat d'Israël, Etat criminel » ou brûlent le drapeau de cet Etat barbare (Combien de drapeaux des USA ont-ils été brûlés lors des manifestations contre la guerre du Vietnam ?).
Bien entendu, des militants croient sincèrement qu'une paix basée sur la partition de la Palestine en un Etat hébreu et un Etat palestinien est la solution. A nos yeux, cette solution-là est, au mieux, une utopie réactionnaire à plus d'un titre et, en particulier, au regard :

- de ce qu'est le sionisme,
- de la tradition juive démocratique
- des origines de l'Etat d'Israël
- et de sa fonction sur l'échiquier politique planétaire. Toute l'histoire le démontre.

Nous ne pouvons pas reprendre ici de façon exhaustive plus de 100 années d'histoire du sionisme. Mais, il faut indiquer que jusqu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la grande majorité des juifs, de par le monde, n'y adhérait pas du tout.

La tradition juive démocratique

Le sionisme est présenté frauduleusement comme l'idéologie naturelle des juifs. Il convient donc de rappeler que le sionisme (en référence au Mont Sion, colline sur laquelle fut bâtie Jérusalem) est une théorie qui date de la fin du XIXème siècle et qu'elle fut très minoritaire parmi les juifs qui, dans leur grande majorité, aspiraient à s'intégrer dans les pays où ils vivaient et se liaient naturellement au mouvement ouvrier et au socialisme. En Europe centrale, dans les années 20, les juifs d'Europe centrale qui furent contraints par la répression à se réfugier en Palestine furent nombreux à prôner l'unité des juifs et des arabes, comme par exemple Léopold Trepper, le chef de l'Orchestre Rouge puis dans les années 60, le porte-parole des juifs de Varsovie. Autre juif polonais, Marek Ederman fut un des chefs de l'insurrection du Ghetto de Varsovie en mai 1943, l'un des fondateurs de l'organisation juive de combat qui s'est formée en 1942. Il fut membre du Bund, mouvement socialiste juif de masse qui voyait l'issue à l'oppression des juifs dans la lutte des classes, l'émancipation ouvrière et l'autonomie culturelle juive. Il fut l'un des quarante survivants de l'insurrection du Ghetto. Il refusa d'émigrer en Israël et de participer aux commémorations officielles de l'insurrection. Dans les années 70, ce médecin s'opposa activement au régime stalinien en Pologne au sein du Comité de défense des ouvriers (KSS/KOR) puis dans le syndicat Solidarnosc. De nos jours, les juifs sont très nombreux à ne pas s'identifier à l'Etat sioniste. Ainsi, au lendemain de l'agression israélienne contre le Liban, Evelyn Hecht-Galinski, fille de l'ancien président du Conseil Central des Juifs d'Allemagne (équivalent du CRIF en France) a protesté contre ce même Conseil dans une interview au quotidien allemand le Frankfurt Allgemeine Zeitung (8 septembre 2006) :" Nous sommes témoins d'une occupation sans fin, de la dépossession, de l'oppression et des humiliations quotidiennes des Palestiniens, des innombrables agressions militaires contre un peuple qui n'a ni Etat ni armée, des assassinats ciblés, des expropriations arbitraires de leurs terres, des destructions d'infrastructures, des explosions de maisons, de la construction effrénée de murs et de barrières, du développement incessant de colonies ; et en dernier lieu d'une guerre d'agression contre le Liban et Gaza. Nous ne pouvons pas garder le silence plus longtemps."(...) En tant que juive allemande, je ressens de mon devoir de dénoncer l'injustice, même si cette injustice est l'œuvre de la soi-disant seule démocratie du Proche Orient. Le gouvernement israélien ne fait pas seulement mauvais usage de mon nom propre ; il a l'impudence d'invoquer aussi le legs de mes ancêtres assassinés. Le gouvernement israélien n'a pas honte d'utiliser mes grands-parents qui ont péri dans les camps de concentration et les fosses communes du régime nazi pour justifier sa malfaisance en Palestine et au Liban ».

Qu’est-ce que le sionisme et qui l’a inventé ?

La meilleure présentation du sionisme réside dans ce qu’ont dit les chefs sionistes eux-mêmes. En 1926, un certain, Vladimir Jabotinsky, fondateur de l’Irgoun et de la Haganah (organisations paramilitaires sionistes qui recoururent au terrorisme, avant de donner corps à Tsahal, l’armée israélienne actuelle – Vladimir Jabotinsky est aussi l’un des pères du Betar) annonce la couleur : " les arabes palestiniens ont exactement la même psychologie que nous. Ils considèrent la Palestine avec le même amour instinctif et la ferveur avec laquelle tout Aztèque considérait Mexico et tout Sioux sa prairie. Tout peuple combattra les colonisateurs jusqu’à ce que la dernière étincelle d’espoir (…) soit éteinte (…) Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens, ni aux Arabes. Toute colonisation doit se poursuivre au mépris de la population indigène (…) Aussi longtemps qu’il y aura une étincelle d’espoir pour les Arabes, ils ne l’abandonneront pas, parce qu’il ne s’agit pas d’une tourbe, mais d’un peuple, un peuple vivant ".Menahem Begin et Itzhak Shamir font partie de l’école de pensée de Jabotinski. Par lucidité autant que par cynisme, ils reconnaissent l’existence du peuple Palestinien. Ce n’est pas le cas de Golda Meïr, qui fut Premier ministre travailliste en 1973, déclarant : " il n’y a pas de peuple palestinien, que des ennemis ". Jabolinski en appelait aussi à la pureté du sang : " il est impossible à un homme de s’assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien ". (N’a-t-on pas déjà entendu ça quelque part, de la bouche d’un Goebbels, par exemple.) « Nous n’autoriserons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race " continue-t-elle. Là encore, c’est un " copier-coller " de Mein Kampf. Quant à Ben Gourion, le sioniste " socialiste " qui fut premier ministre israélien de 1948 à 1953 et de 1955 à 1963, dirigeant du Parti travailliste, « socialiste », son mot d’ordre préféré à propos des Palestiniens, était " chassons-les ". Lui aussi savait se montrer parfaitement cynique : "Si j’étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C’est normal ; nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l’a promis, mais comment cela pourrait-il les concerner ? Notre Dieu n’est pas le leur. Il y a eu l’antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu’une seule chose : nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela ?" (David Ben-Gourion, cité par Nahum Goldmann dans "Le Paradoxe Juif", page 121)
Ajoutons que la Haganah a pris des contacts avec le nazi et criminel de guerre SS Adolf Eichmann, en 1937. Ces négociations secrètes en vue d’une alliance ont été confirmées par le journaliste et romancier Philipp Kerr : « Adolf Eichmann et Herbert Hagen se sont réellement rendus en Israël. Eichmann essaya de se présenter comme un expert en affaires hébraïques. Il projetait d’apprendre la langue. Il rencontra aussi des représentants de la Haganah à Berlin ». [Notes de l’auteur – page 564-La mort, entre autres- le livre de poche] Pragmatiques, les nazis ne voyaient pas d’un mauvais œil la création d’un Etat juif et, chemin faisant, une alliance avec le bras armé sioniste contre l’impérialisme britannique. Les sionistes n’étaient pas moins pragmatiques ... Quant au journaliste et romancier Philipp Kerr, il est bien peu suspect d’antisionisme...

Points de repère historiques succincts.

1917 : le ministre britannique des affaires étrangères Arthur James Balfour adresse une lettre ouverte à Lord Walter Rothschild qui sera connue sous le nom de déclaration de Balfour :

« Cher Lord Rothschild,

J’ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l’adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.
Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l’établissement en Palestine d’un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour »

Cette déclaration est un sauf conduit pour les sionistes et leur terrorisme.

1947 : Le gouvernement britannique charge l’ONU de régler la question palestinienne

Le gouvernement britannique charge donc l'ONU de régler la question palestinienne. Un plan de partage est alors proposé au vote de l'ONU. Mis en place par la résolution 181, ce plan de partage prévoit un Etat juif, un Etat arabe et une zone « sous régime international et particulier ». Israël posséderait 55 % du territoire et la zone internationale comprendrait les lieux saints que sont Bethléem et Jérusalem. Les onze nations arabes prenant part au vote sont contre le plan de partage. Les Etats-Unis et l'URSS sont, eux, favorables au partage. Au terme d'un vote extrêmement serré, le plan de partage est adopté le 29 novembre par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions.
Des affrontements entre juifs et arabes explosent dès les jours qui suivent le vote de l'ONU.

1949
La première guerre israélo-arabe se conclut par une victoire d'Israël. Israël repousse ses frontières dessinées par l'ONU et occupe désormais la partie ouest de Jérusalem, devenue capitale. La Cisjordanie est rattachée à la Jordanie et la bande de Gaza revient à l'Egypte.
Les 800 000 réfugiés arabes palestiniens se retrouvent dans des camps de réfugiés situés en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban, en Jordanie et en Syrie. L'ONU vote la résolution 194 proclamant le "droit au retour" ou le droit à une indemnisation des réfugiés palestiniens.

1967
Du 5 au 11 juin, c'est la guerre des Six Jours. Elle se conclut sur une victoire militaire d'Israël qui a conquis le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, et le plateau du Golan.

1973
Le jour de Yom Kippour, le plus sacré du calendrier juif, les armées syriennes et égyptiennes attaquent simultanément Israël. Leur objectif : reconquérir les territoires occupés. La guerre du Kippour, aussi appelée guerre d'Octobre ou guerre du Ramadan, est déclarée. L'Etat d'Israël en sort victorieux

1978
Les accords de Camp David sont signés le 17 septembre entre l'Egypte, Israël et les Etats-Unis. D'une part, ils autorisent la récupération par l'Egypte du Sinaï, l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte et la reconnaissance d'un droit légitime des Palestiniens. D'autre part, les accords de Camp David prévoient un régime d'autonomie substantielle en Cisjordanie et à Gaza. Cette dernière disposition n'a jamais été appliquée.

1993
13 septembre : Israël et l'OLP signent à Washington un accord de principe ("Oslo I") sur une autonomie palestinienne transitoire de cinq ans. Le Premier ministre israélien Itzhak Rabin et Yasser Arafat échangent une poignée de main dite « historique. »

1995

- 28 septembre : Israël et l'OLP signent à Washington l'accord négocié à Taba ("Oslo II") étendant l'autonomie en Cisjordanie et prévoyant une série de retraits israéliens par étapes.
- Fin 1995 : Israël se retire de six villes de Cisjordanie qui deviennent autonomes.

2005
Le 12 septembre. Fin du retrait Israélien de la bande de Gaza. Moins d'un mois après l'évacuation des derniers colons et après trente-huit ans de présence, l'armée israélienne quitte la Bande de Gaza.

2006

- Le 25 janvier

Victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes.

La résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU (11-1967)
Ce que nous venons de lire, en liaison avec les cartes qui figurent en début de cet article, décrit la partition puis l'éclatement de la Palestine en une mosaïques de « bantoustan » *[Les bantoustans étaient les régions créées durant la période d'apartheid en Afrique du Sud et au Sud-ouest africain, réservées aux populations noires et qui jouissaient à des degrés divers d'une certaine autonomie. En 1970, les bantoustans furent rebaptisés tuisland (en afrikaans) ou homelands (en anglais) par les autorités, les deux termes signifiant « foyers nationaux ». Le terme bantoustan provient de l'accolement du mot bantou bantu (signifiant « peuple ») au suffixe persan -stan (signifiant « terre de »). Bantoustan signifie donc la « terre des peuples ». Aujourd'hui, le terme bantoustan désigne par extension tout territoire ou région dont les habitants sont victimes de discriminations et se sentent considérés comme des « citoyens de deuxième classe » dans leur propre pays]*
C'est dans ce processus d'extermination par étapes du peuple palestinien que s'inscrit la résolution 242 de l'ONU, dont le FdG et le NPA revendiquent le « respect ». Cette résolution,

que ces groupes politiques se gardent bien d'en faire publicité, la voici :

Résolution 242 du Conseil de sécurité est adoptée le 22 novembre 1967 à la majorité absolue des 15 membres :

« Le Conseil de sécurité,
Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Proche-Orient,
Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité,
Soulignant en outre que tous les États Membres, en acceptant la Charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'Article 2 de la Charte,

1) Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

> *a. Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit ;*
> *b. Fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence ;*

2) Affirme d'autre part la nécessité

> *a. De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;*
> *b. De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;*
> *c. De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées ;*

3) Prie le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Proche-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les États concernés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente résolution ;

4) Prie le Secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial. »

Si l'on aborde la question du point de vue de l'Impérialisme US, flanqué des impérialismes français et britanniques :
L'Etat d'Israël est une enclave au Proche-Orient, un appendice artificiel (mais bien réel) de leur domination sur ce segment de notre planète, un instrument entre leurs mains pour mater les peuples de cette « région du monde ». Ce sont eux qui arment, ravitaillent l'Etat sioniste assassin et expansionniste. En retour, les résolutions de l'ONU basées sur le principe de partition de la terre palestinienne, servent de paravent à l'Etat d'Israël, lequel peut s'asseoir dessus en toutes occasions favorables à ses desseins. En outre, il convient de rappeler que cette partition de la Palestine, décidée par l'ONU en 1947, a été amplement favorisée par Staline et la bureaucratie du Kremlin, celle-ci votant pour.

Le NPA et la question palestinienne

Nous avons déjà vu (lettre d'info n° 2 du 27 juillet dernier) que le NPA partage avec le PCF et le PG la même position sur la question palestinienne, à savoir l'exigence du respect des positions de l'ONU dont on vient de voir que cette « caverne de brigands » qu'est l'ONU est une reconnaissance explicite de l'Etat assassin d'Israël ; rappelons tout de même pour les éventuels sceptiques le communiqué national du NPA du 21 juillet :
« Au vu de la situation, du bilan macabre de ces dernières heures (plus de 500 morts palestiniens, majoritairement des civils, notamment des enfants et des femmes), il est urgent d'exiger de l'Etat d'Israël la fin de l'offensive terrestre et des bombardements dans la bande de Gaza. Il est urgent d'exiger de l'Etat d'Israël la fin du blocus de la bande de Gaza, le respect des résolutions de l'ONU, le respect des droits du peuple Palestinien. ».
« Le respect des résolutions de l'ONU » donc. C'est pourtant au nom du respect de ces résolutions que, d'une part l'Etat d'Israël continue sa politique d'expansion-annexion-extermination, et que d'autre part Impérialisme et stalinisme arment l'Etat sioniste. Et nos grands révolutionnaires pour jours fériés de nous resservir à leur tour ces plats avariés et empoisonnés. Et le courant A&R dans tout ça ?

« Israël, hors de Palestine » ? (ou : les errements du courant A&R du NPA)

Nous étions jusqu' en juin dernier une des composantes du courant Anticapitalisme et Révolution du NPA. Il représentait pour nous un espoir sérieux contre la majorité droitière de la direction du NPA. Mais, à partir en particulier des élections municipales et européennes, on a vu ce courant dériver pour, de plus en plus épouser la courbe de l'orientation dictée par la dite « majo » du NPA. Ce courant peut encore connaître quelques soubresauts de lucidité politique et –qui sait – se redresser, à l'épreuve des événements. Bien que sceptiques, nous l'espérons pour eux. Ainsi, dans notre dernière lettre d'info, nous avons longuement cité son tract-édito sur la Palestine. Nous nous retrouvions dans les grandes lignes de ce tract. Il n'en va pas de même pour le tract-édito de la semaine écoulée, qui se conclut par le mot d'ordre étonnant, surréaliste de : « Israël, hors de Palestine ». Arrêtons-nous un instant sur ce mot d'ordre. A l'heure des bombes et des massacres des Palestiniens de la bande de Gaza, que veut dire : « Israël, hors de Palestine » ? Que Gaza, c'est la Palestine et qu'Israël doit s'en retirer ? Oui, d'accord, Gaza c'est bien la Palestine ! Mais le reste en dehors de Gaza, ça n'est pas la Palestine ? C'est quoi alors ? Et la Cisjordanie occupée, et le mur de la honte, et Jérusalem, et Tel Aviv, ça n'est pas la Palestine ? Et…tout le territoire historique palestinien des frontières d'avant 1947 ? De quelle Palestine parle-t-on ? De son « Etat » actuel, qui n'existe pas ? De l'Etat palestinien, tel que le dessinait le plan des nations unies de 1947 ? « Israël hors de Palestine » ? Pour aller où ? A Madagascar comme il était question avec les sionistes d'avant-guerre ? On ne comprend donc pas très bien le caractère pour le moins confus de ce mot d'ordre. Le courant A&R a sans doute voulu ainsi de démarquer de la position de la « majo », de jouer là encore les « Monsieur plus » mais avec le même bagage idéologique que la « majo » et se prendre inévitablement les pieds dans le tapis. Question donc à nos camarades de A&R : où est la Palestine, où commence-t-elle, où finit-elle ? Idem pour l'Etat d'Israël.

La nature de l'Etat d'Israël

La guerre actuelle ne donne-t-elle pas un aperçu de la nature de l'Etat d'Israël ? Ne révèle-t-il pas aux yeux du monde entier sa nature intrinsèque ?
Si l'on se fie aux médias : le déluge de bombardements et de tirs israéliens aurait été provoqué par les tirs de roquette du Hamas.
Rappelons les faits qui sont directement à l'origine des tirs de roquette :
Dans un article récent écrit par l'OCL, nous trouvons un bon résumé des événements qui ont précédé la riposte du Hamas
« En avril et mai dernier, il y a eu une grève de la faim de plusieurs centaines de palestiniens incarcérés dans les prisons israéliennes contre les détentions administratives. Le 15 mai dernier, deux jeunes Palestiniens, Nadim Abou Siam Nuwara, 17 ans, et Mohammed Mahmoud Odeh Salameh, 16 ans, ont été tués par des soldats israéliens alors qu'ils participaient à une manifestation commémorant l'anniversaire de la Nakba, ou « catastrophe » de 1948. Des images vidéo montrent que Nadim se trouvait innocemment avec un groupe d'amis, avant de s'effondrer au moment où il a été frappé par une balle de l'armée israélienne.
Depuis, l'évocation de la Nakba est revenue à l'ordre du jour. Depuis quelques mois, alors que sont annoncés en permanence de nouveaux projet de construction de milliers de logements dans les colonies, de nouvelles générations palestiniennes ont commencé à trouver les voies d'expression d'une colère en mettant des mots dessus, en se politisant, en faisant le lien entre vécu, histoire et contexte, en se mobilisant à de multiples occasions et de manière croissante, et significativement dans les localités peuplées majoritairement d'arabo-palestiniens en Israël.

Cette croissante conflictualité de la mobilisation s'est traduite dans les chiffres : entre le 15 mai et le début de l'attaque sur Gaza le 7 juillet au soir, Israël a tué 27 Palestiniens, dont des enfants. »
« L'enlèvement des trois adolescents israéliens le 12 juin à proximité d'une colonie de Cisjordanie a été immédiatement attribué au Hamas par Netanyahu. Les responsables du Hamas en Cisjordanie ont immédiatement démenti. Même si le chef du Hamas en exil au Qatar, Khaled Mechaal, s'est « félicité » de ce rapt, tout en déclarant qu'il ne pouvait ni confirmer ni démentir que le Hamas en soit le responsable, il semble évident la direction du mouvement n'est pas à l'origine de cette action qui serait l'œuvre de membres d'un puissant clan local de la région d'Hébron, le clan Qawasmeh, qui est ou était effectivement lié au Hamas mais en conservant depuis toujours une large autonomie
Pendant les trois semaines qui suivent l'enlèvement, l'armée israélienne multiplie les arrestations et les mises en détention administratives en Cisjordanie (une majorité de membres du Hamas dont des députés) et la saisie de matériel (ordinateurs) dans les locaux d'associations, impose un bouclage total d'Hébron, le couvre-feu pour 300 000 Palestiniens et tue 10 Palestiniens sans que la branche militaire du Hamas de Gaza ne lance la moindre roquette sur le territoire israélien, la plupart des tirs étant revendiqués par d'autres mouvements, notamment les Brigades Al-Qods du Jihad islamique et dans une moindre mesure les Brigades

Abu Ali Mustafa du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) .

L'enlèvement et le meurtre du jeune palestinien de Jérusalem-Est, brûlé vif le 2 juillet, va provoquer à la fois un cycle de mobilisation et d'émeutes dans les villes arabes de Galilée et à Jérusalem, des rassemblements en Cisjordanie et le début d'une réplique armée depuis Gaza sous formes de lancers de roquette » http://oclibertaire.free.fr/spip.ph...

Insistons sur ce qu'est la détention administrative : c'est l'emprisonnement sans jugement.

Destruction-disparition de l'Etat d'Israël

Aussi, quel que soit l'angle sous lequel nous abordons la question palestinienne : la « seule paix véritablement juste et durable » exige la destruction d'un Etat qui, par nature, a vocation d'exterminer un peuple opprimé ; Un Etat qui, tant qu'il existera, cherchera à poursuivre son plan d'extermination par étapes du peuple palestinien. Un Etat qui doit son existence et justification au besoin de l'Impérialisme d'avoir son bras armé direct dans cette région, pour tenter de canaliser les masses arabes et leur soif d'émancipation sociale et nationale, au besoin par le fer et par le sang. Il découle, de cette position que nous sommes inconditionnellement aux côtés du Hamas contre l'Etat d'Israël et l'impérialisme.il découle de cette position que le seul avenir réaliste pour la Palestine, c'est, répétons-le, la destruction-disparition de l'Etat d'Israël ; c'est comme le conclut notre tract du 9 août diffusé dans les manifestations :
Dans ces conditions, la seule "paix juste est durable" en Palestine et au Proche-Orient est celle qui satisfera les revendications des 7 millions de Palestiniens :

- Droit au retour sans conditions pour tous les Palestiniens sur leur terre !
- Libération des 6000 prisonniers
- Démantèlement de toutes les colonies israéliennes
- Non aux bantoustans Gaza-Jéricho- Cisjordanie
- Retrait de toutes les troupes d'occupation, arrêt des bombardements
- Pour une Nation palestinienne, unie, fraternelle, dans ses deux composantes, juive et arabe, pour une République démocratique, juifs et arabes à égalité de droits et sur tout le territoire historique de la Palestine (avant la partition de 1947)

A bas le génocide ! A bas les assassins !
Et d'abord et avant tout, tout de suite : levée du blocus de Gaza !

Utopique ? Ah oui, le carnage, le sang, avec l'accord de l'impérialisme, de Hollande à Obama ça c'est réaliste !

Vive le peuple Palestinien !

11 août 2104

Le comité de rédaction
Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Isabelle Foucher, Jérome Lefaure, Julie Charmoillaux, Pierre-Yves Chiron, Mustafa Diakité, Jean-Baptiste Carrier.

Modifié le lundi 11 août 2014

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »